

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1993-1994**

7 SEPTEMBRE 1994

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants:

1. Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part, Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XIa, XIb, XII, XIII, XIV, XV, XVIa, XVIb, XVIc et XVII, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, et Acte final;
2. Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XIa, XIb, XII, XIII, XIV, XV, XVIa, XVIb, XVIc et XVII, Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, et Acte final;

signés à Luxembourg le 4 octobre 1993

RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES
PAR M. PECRIAUX

Ont participe aux travaux de la commission

1. Membres effectifs: MM. De Croo, président, Borremans, De Backer, de Donnée, Diegenant, Erdman, Geens, Hotyat, Mmes Lieten-Croes, Maes, MM. Van Wambeke, Verschueren et Pecriaux, rapporteur.

2. Membres suppléants: MM. Baise et H. Van Rompaey.

3. Autres sénateurs: MM. Jonckheer et Pataer

R. A 16665*Voir:***Document du Sénat:**

1155-1 (1993-1994) Projet de loi

BELGISCHE SENAAT**ZITTING 1993-1994**

7 SEPTEMBER 1994

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van volgende internationale akten:

1. Europa-Overeenkomst waarbij een associatie wordt tot stand gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de Slowaakse Republiek, anderzijds, Bijlagen I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XIa, XIb, XII, XIII, XIV, XV, XVIa, XVIb, XVIc en XVII, Protocolen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 en 8, en Slotakte;
2. Europa-Overeenkomst waarbij een associatie wordt tot stand gebracht tussen de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten, enerzijds, en de Tsjechische Republiek, anderzijds, Bijlagen I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XIa, XIb, XII, XIII, XIV, XV, XVIa, XVIb, XVIc en XVII, Protocolen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 en 8, en Slotakte;

ondertekend te Luxemburg op 4 oktober 1993

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER PECRIAUX

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen

1. Vaste leden: de heren De Croo, voorzitter, Borremans, De Backer, de Donnée, Diegenant, Erdman, Geens, Hotyat, de dames Lieten-Croes, Maes, de heren Van Wambeke, Verschueren en Pecriaux, rapporteur

2. Plaatsvervangers: de heren Baise en H. Van Rompaey

3. Andere senatoren: de heren Jonckheer en Pataer

R. A 16665*Zie:***Gedr. St. van de Senaat:**

1155-1 (1993-1994) Ontwerp van wet

I. EXPOSE INTRODUCTIF DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Vous vous rappellerez que le 16 décembre 1991, des accords d'association ont été signés avec la Pologne, la Hongrie et la République fédérative tchèque et slovaque. L'accord d'association conclu avec cette dernière n'avait pu être soumis à l'approbation du Parlement en raison de la nouvelle situation politique créée le 1^{er} janvier 1993 à la suite de la séparation de biens survenue entre les deux composantes de la République fédérative tchèque et slovaque.

De nouvelles négociations s'imposaient, dans lesquelles l'accent était surtout mis sur une nouvelle répartition des quotas entre la République tchèque et la République slovaque. L'on a également profité de l'occasion pour insérer une clause relative aux droits de l'homme dans les accords européens.

Les accords européens qui ont été conclus, le 4 octobre 1993 entre la C.E. et ses Etats membres, d'une part, et la République tchèque et la République slovaque, d'autre part, donnent un nouveau contenu aux relations réciproques entre les parties contractantes.

En effet, l'on crée une association qui peut conduire à terme à l'adhésion des pays intéressés à la C.E.

Les accords précités se situent dans le prolongement des accords d'association conclus précédemment avec la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie.

Ils constituent la mise en œuvre logique de la décision prise à Strasbourg par le Conseil européen (décembre 1989) d'examiner des formes appropriées d'association avec les pays engagés sur la voie de la réforme économique et politique.

Pour la mise en œuvre de cette déclaration d'intention, l'on a eu recours à la formule du lien d'association, qui permet aux pays associés de retrouver une place à part entière dans la configuration d'une Europe libre.

Au niveau du contenu, les nouveaux accords correspondent dans les grandes lignes aux accords d'association signés le 16 décembre 1991 avec la Pologne, la Hongrie et l'ex-République fédérative tchèque et slovaque. Les quelques adaptations qui y ont été apportées reflètent, d'une part, la nouvelle situation des Etats successeurs et, d'autre part, l'évolution intervenue depuis la signature de l'ancien accord.

Ainsi, les nouveaux accords contiennent la clause qui définit le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques ainsi que les principes de

I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN

U zult zich herinneren dat op 16 december 1991 associatieovereenkomsten werden ondertekend met Polen, Hongarije en de Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek. Deze laatste associatie-overeenkomst kon toen niet ter goedkeuring aan het Parlement voorgelegd worden tengevolge van de nieuwe politieke situatie die op 1 januari 1993 was ontstaan door de boedelscheiding tussen de twee deelgebieden van de federatieve republiek.

Nieuwe onderhandelingen drongen zich op waarbij vooral een nieuwe verdeling van de quota's tussen de Tsjechische Republiek en de Slowaakse Republiek werd uitgewerkt. Van de gelegenheid werd tevens gebruik gemaakt om een mensenrechtenclausule in deze Europa-overeenkomsten in te brengen.

De daaruit vloeiende Europa-overeenkomsten die de E.G. en de Lid-Staten op 4 oktober 1993 afsloten met de Tsjechische Republiek en de Slowaakse Republiek, geven een nieuw gehalte aan de onderlinge betrekkingen tussen de verdragspartners.

Er wordt immers een associatie tot stand gebracht die op termijn kan leiden tot het lidmaatschap van de betrokken landen in de E.G.

Voornoemde overeenkomsten liggen in de lijn van de eerder met Hongarije, Polen, Roemenië en Bulgarije afgesloten associatieakkoorden.

Het betreft de logische uitvoering van een besluit van de Europese Raad in Straatsburg (december 1989) om de meest geëigende vormen van associatie te onderzoeken met de landen « die zich economisch en politiek aan het hervormen zijn ».

Voor de uitvoering van deze intentieverklaring werd een beroep gedaan op de formule van het associatieverband waarmee de geassocieerde landen geacht worden een volwaardige plaats in de configuratie van een vrij Europa terug te vinden.

Inhoudelijk stemmen de nieuwe overeenkomsten in grote lijnen overeen met de associatieverdragen getekend op 16 december 1991 met Polen, Hongarije en de toenmalige Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek. De enkele wijzigingen die erin aangebracht zijn, weerspiegelen enerzijds de nieuwe toestand van de opvolgerstaten en anderzijds de interne ontwikkelingen sinds de ondertekening van de oude overeenkomst.

Zo wordt in de nieuwe overeenkomsten bepaald dat de naleving van de mensenrechten en van de democratische beginselen alsmede de beginselen van de

l'économie de marché comme des éléments essentiels de l'association (cette clause figurait déjà dans les accords d'association conclus avec la Roumanie et la Bulgarie).

En ce qui concerne le volet commercial, les accords incluent les concessions commerciales supplémentaires accordées en juin 1993 par le Conseil européen de Copenhague à tous les pays associés d'Europe centrale et orientale.

En matière de transit, les règles convenues avec l'ex-République fédérative tchèque et slovaque resteront d'application (1).

Pour le reste, les accords d'association avec la République tchèque et avec la République slovaque présentent globalement les mêmes caractéristiques sur le plan du contenu que les accords d'association préalables.

— Dans le préambule des accords, toutes les parties concernées reconnaissent que l'objectif final des pays associés est de devenir membre de la C.E.E. et que ces accords les aideront à atteindre cet objectif.

— Un dialogue politique est organisé sur une base régulière afin de rapprocher les pays concernés de la politique des Douze.

— Un certain nombre de dispositions sont prévues visant à promouvoir la coopération culturelle.

En plus de la solidarité politique, l'on accorde aussi une large attention aux aspects commerciaux et économiques.

— Il est prévu d'établir progressivement une zone de libre-échange, de façon asymétrique et en faveur des pays associés. Si la C.E.E. est tenue d'abolir un certain nombre d'obstructions commerciales dès l'entrée en vigueur de l'accord ou très vite après celle-ci, la République tchèque et la République slovaque ont, pour ce faire, jusqu'à dix ans dans certains cas. De plus, certaines branches de l'industrie qui se trouvent en plein développement ou en difficulté bénéficient d'une protection spéciale dans ces pays.

Comme dans les autres accords d'association, des protocoles distincts ont été conclus pour les produits du secteur du textile et de la C.E.C.A. Pour cette dernière catégorie de produits, l'on suit la réglementation provisoire proposée pour la période 1993-1994.

— Pour de nombreuses branches de l'industrie des pays associés, le processus de transition sera pénible et

(1) Par échange de lettres en 1993 entre l'Union européenne et les deux Etats, un accord est intervenu garantissant la stabilisation du coût des permis de transit et le nombre de ces permis. Les permis sont délivrés par les autorités tchèques et slovaques jusqu'à l'épuisement du quota et par ordre des demandes introduites. La Belgique n'est pratiquement pas concernée.

markteconomie de sleutel elementen van de associatie vormen (deze clausule kwam reeds voor in de associatieovereenkomsten met Roemenië en Bulgarije).

Op het commerciële vlak bevatten de overeenkomsten de bijkomende handelsconcessies die de Europese Raad van Kopenhagen in juni 1993 verleend heeft aan alle geassocieerde landen van Midden- en Oost-Europa.

Inzake transit blijven de regels die overeengekomen werden met de voormalige Tsjechische en Slowaakse Federatieve Republiek, van toepassing (1).

De associatieakkoorden met de Tsjechische Republiek en de Slowaakse Republiek vertonen verder globaal dezelfde inhoudelijke kenmerken als de eerdere associatieakkoorden.

— In de preambule van de akkoorden erkennen alle betrokken partijen dat de geassocieerde landen er uiteindelijk naar streven om lid te worden van de E.G. en dat deze akkoorden hen zullen helpen dit doel te bereiken.

— Er wordt een regelmatige politieke dialoog georganiseerd teneinde de betrokken landen dichter bij het beleid van de Twaalf te brengen.

— Een aantal bepalingen zijn voorzien om de culturele samenwerking te bevorderen.

Naast de politieke solidariteit wordt ook uitgebreid aandacht besteed aan de commerciële en economische aspecten.

— De geleidelijke instelling van een vrijhandelszone, op een asymmetrische wijze in het voordeel van de geassocieerde landen, is voorzien. Is de E.G. gehouden van bij de inwerkingtreding van het akkoord, of zeer snel daarna, een aantal handelsbelemmeringen op te heffen, dan krijgen de Tsjechische Republiek en de Slowaakse Republiek hiervoor in sommige gevallen tot tien jaren de tijd. Bovendien genieten ontluikende of in moeilijkheden verkerende industrieën in deze landen speciale bescherming.

Zoals in de andere associatieakkoorden werden afzonderlijke protocollen afgesloten voor de textiel- en de E.G.K.S.-produkten. Voor deze laatste categorie produkten wordt de voorlopige regeling gevuld die voorgesteld werd voor de periode 1993-1994.

— Voor heel wat industrietakken in de geassocieerde landen zal het omschakelingsproces pijnlijk

(1) Bij briefwisseling in 1993 tussen de Europese Unie en de twee staten is een overeenkomst gesloten om een stabiele kostprijs en een stabiel aantal voor deze transitvergunningen te waarborgen. De vergunningen worden afgegeven door de Tsjechische en Slowaakse overheid tot uitputting van de quota en dit in volgorde van indiening van de aanvragen. België is hierbij praktisch niet betrokken.

difficile. Ils sont confrontés non seulement à des problèmes micro-économiques intrinsèques, mais également au manque de facilités qui existent dans un système économique moderne: transports, télécommunications, sécurité sociale, P.M.E., énergie, système bancaire, assurances, etc. En vue de la réalisation de ces facilités, les accords d'association comprennent un important chapitre « coopération économique » et « coopération financière ».

— L'on peut se concerter au sujet de toutes ces matières au sein du conseil d'association (ministériel), du comité d'association (administratif) ainsi que de la commission parlementaire d'association.

L'approbation des accords européens avec la République tchèque et la République slovaque soutiendra ces Etats dans leurs efforts de mettre sur pied un système démocratique et une économie de marché et les aidera à atteindre le niveau de paix, de stabilité et de bien-être dont nous disposons depuis des dizaines d'années.

Nous donnerons ainsi l'occasion à ces deux pays de développer et de restructurer leur appareil commercial et de production afin d'y sauvegarder l'emploi.

Ces accords européens, qui tiennent dûment compte des intérêts des Etats membres, sont les instruments appropriés pour créer les conditions qui permettront à la République tchèque et à la République slovaque d'adhérer à terme à l'Union européenne.

Le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères rappelle qu'il s'agit d'accords mixtes, nécessitant l'approbation des communautés et des régions.

Le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères accentue l'évolution du dialogue politique avec les pays de l'Europe centrale et orientale vers une approche multilatérale.

Le premier Conseil (notamment celui du transport) entre les six pays de l'Europe centrale et orientale a d'ailleurs eu lieu sous la présidence belge.

II. DISCUSSION

Le président aimerait savoir si l'acte final (p. 557 et suivantes), les déclarations communes (p. 560 et suivante) et l'échange de lettres (p. 562 et suivantes) portent également la date du 4 octobre 1993, à laquelle les deux accords européens à l'examen ont été signés à Luxembourg.

Un membre se réfère à divers aspects des deux accords européens, tels que la coopération culturelle, l'éducation et la formation, qui relèvent en Belgique

en moeilijk zijn. Naast intrinsieke micro-economische problemen, is er het gebrek aan de faciliteiten die een modern economisch systeem biedt: transport, telecommunicatie, sociale zekerheid, K.M.O.'s, energie, bank- en verzekeringswezen, enz. Met het oog hierop bevatten de associatieakkoorden een omvangrijk hoofdstuk «Economische samenwerking» en «Financiële samenwerking».

— Over al deze aangelegenheden kan overleg gepleegd worden in de (ministeriële) Associatieraad, het (ambtelijk) Associatiecomité, alsmede in het Parlementaire Associatiecomité.

De goedkeuring van de Europese overeenkomsten met de Tsjechische Republiek en de Slowaakse Republiek zal voor deze staten een steun vormen in hun streven naar de opbouw van een democratisch stelsel en van een markteconomie, en een hulp om te komen tot het peil van vrede, stabiliteit en welvaart dat wij sinds tientallen jaren bezitten.

Zo zullen wij deze twee landen de gelegenheid geven hun handels- en hun productieapparaat te ontwikkelen en te herstructureren teneinde de werkgelegenheid te beschermen.

Deze Europese overeenkomsten, die wel degelijk rekening houden met de belangen van de Lid-Staten, zijn de geschikte instrumenten om de voorwaarden te scheppen zodat de Tsjechische Republiek en de Slowaakse Republiek op termijn kunnen toetreden tot de Europese Unie.

De Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken herinnert eraan dat het om gemengde akkoorden gaat die ook de goedkeuring van Gemeenschappen en Gewesten vereisen.

De Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken wijst erop dat de politieke dialoog met de landen van Centraal- en Oost-Europa meer en meer multilateraal verloopt.

De eerste Raad, onder meer die van het Transport, waaraan de zes landen van Centraal- en Oost-Europa hebben deelgenomen, heeft een Belg als Voorzitter gehad.

II. BESPREKING

De Voorzitter wenst te weten of de slotakte (blz. 557 en volgende) de gemeenschappelijke verklaringen (blz. 560 en volgende) en de briefwisseling (blz. 562 en volgende) eveneens de datum van 4 oktober 1993 dragen, de datum waarop de twee voorliggende Europa-overeenkomsten te Luxemburg werden ondertekend.

Een lid verwijst naar een aantal aspecten van de twee Europa-overeenkomsten zoals de culturele samenwerking, het onderwijs en de vorming die in

de la compétence exclusive des communautés. Il aimerait obtenir un aperçu de la manière dont les communautés en ont déjà fait usage.

Le même intervenant rappelle le passé de producteur d'armements des deux républiques. Dans quelle mesure les accords à l'examen tiennent-ils compte de ce qui a été convenu concernant les fournitures d'armes?

Un autre membre pose plusieurs questions:

Comment l'accord international conclu par la Communauté flamande avec la République tchèque s'inscrit-il dans l'accord européen?

Quelles sont les entreprises opérant déjà dans les deux républiques?

Quelles sont les possibilités de coopération existantes, en particulier sur le plan technique?

Le président se réfère à une déclaration confidentielle reproduite en annexe, à la page 567. Selon cette déclaration confidentielle, qui se réfère à une lettre complémentaire à l'article 8, §4, dernier alinéa, du protocole relatif aux produits C.E.C.A., les parties conviennent que, compte tenu de la situation économique de la République tchèque, on décidera si la période de cinq ans pourrait être prorogée pour une seconde période ne dépassant pas cinq ans.

Quelle est la portée pratique de cette déclaration confidentielle? Existe-t-il une disposition comparable dans l'accord européen conclu avec la République slovaque?

Un membre se réfère aux programmes Phare. Les actes internationaux à l'examen font état de possibilités de coopération dans le domaine de l'énergie en général, et dans celui de la sécurité nucléaire en particulier. Envisage-t-on pour cela un élargissement des crédits?

Outre la concertation sur le plan de l'Union européenne, peut-il y avoir aussi une coopération bilatérale, compte tenu de l'importance du savoir-faire belge en matière de sécurité nucléaire?

Le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères rappelle que l'Etat fédéral a signé cinq accords de coopération avec les régions et les communautés. Ces protocoles portent sur:

- les attachés économiques et commerciaux régionaux et les règles en matière de promotion commerciale;

- la représentation du Royaume de Belgique auprès des organisations internationales dont les activités ont trait à des compétences mixtes;

België tot de exclusieve bevoegdheid van de Gemeenschappen behoren. Het lid wenst daarom een overzicht te krijgen van de wijze waarop de Gemeenschappen hiervan reeds gebruik hebben gemaakt.

Hetzelfde lid herinnert aan het wapenproducerend verleden van beide republieken. In welke mate houden de voorliggende overeenkomsten rekening met de afspraken over wapenleveringen?

Een ander lid formuleert enkele vragen:

Hoe past het internationaal akkoord dat de Vlaamse Gemeenschap met de Tsjechische Republiek gesloten heeft, in de Europa-Overeenkomst?

Welke ondernemingen zijn reeds werkzaam in beide republieken?

Welke mogelijkheden van samenwerking, vooral op het technologisch vlak, bestaan er?

De Voorzitter verwijst naar een confidentiële verklaring opgenomen op blz. 567 van de bijlagen. De confidentiële verklaring die verwijst naar een begeleidende brief bij artikel 8, lid 4, laatste lid, van het E.G.K.S.-Protocol, stipuleert dat de Partijen overeenkomen dat, rekening houdend met de economische situatie van de Tsjechische Republiek, men zal beslissen of de periode van vijf jaar zou kunnen worden verlengd voor een tweede periode van maximum vijf jaar.

Wat is de betekenis van die confidentiële verklaring in de praktijk? Bestaat er een gelijkaardige bepaling in het kader van de Europa-Overeenkomst met de Slowaakse Republiek?

Een lid heeft het over de Phare-programma's. In de voorliggende internationale akten wordt er verwezen naar samenwerkingsmogelijkheden op het vlak van de energie in het algemeen, en op het vlak van de nucleaire veiligheid in het bijzonder. Wordt hiervoor een verruiming van de kredieten gepland?

Kan er naast overleg op het vlak van de Europese Unie ook tot een bilaterale samenwerking worden overgegaan, gezien de grote know-how van België inzake nucleaire veiligheid?

De Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken herinnert eraan dat de federale Staat met de Gewesten en Gemeenschappen 5 samenwerkingsakkoorden heeft ondertekend. Die protocollen hebben betrekking op:

- de gewestelijke economische en handelsattachés en de regels op het vlak van de handelspromotie;

- de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België bij de internationale organisaties waarvan de werkzaamheden betrekking hebben op gemengde bevoegdheden;

- la représentation du Royaume de Belgique au Conseil de l'Union européenne;
- les modalités de conclusion des traités mixtes;
- le dépôt de plaintes auprès des organisations internationales.

Les accords d'association ne traitent pas de la question des fournitures d'armes. Le gouvernement tchèque a néanmoins fait paraître un rapport public relatif à la production et au commerce des armes.

En ce qui concerne les possibilités d'investissements en République tchèque, le ministre répond que la Belgique est le troisième investisseur en République tchèque et le douzième seulement en République slovaque.

Le taux de chômage de la Tchéquie n'est que de 4 à 4,5 p.c. et l'inflation y est faible. La Slovaquie est en outre confrontée à une assez grande instabilité politique.

Un membre constate que c'est le groupe économiquement le plus faible, la minorité économique de l'ancienne Tchécoslovaquie, qui s'est lancé dans l'aventure de la séparation de biens.

L'industrie lourde de l'armement, qui était surtout implantée en Slovaquie, a cessé toute activité. Une reconversion de la production d'armes en production de tracteurs ne résout rien puisque, du fait de la crise économique, il n'existe pas de débouchés pour des tracteurs.

Concernant la coopération nucléaire, le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères estime que les crédits de la coopération nucléaire ne seront plus augmentés dans le cadre du programme Phare. On penche plutôt aujourd'hui pour une mise en réserve d'un certain pourcentage de l'aide (15 p.c.) pour financer de grands travaux d'infrastructure (voies ferrées, navigables et de communication qui seraient reliées à nos réseaux).

Pour ce qui est de la coopération nucléaire, on s'oriente de plus en plus vers la formule des prêts Euratom.

Concernant la déclaration confidentielle figurant aux pages 567 et 568 des annexes du document n° 1155-1, le ministre répond que l'article 8, § 4, du protocole C.E.C.A. autorise, pendant les cinq années suivant l'entrée en vigueur de l'accord, la République tchèque ainsi que la République slovaque à octroyer, en ce qui concerne les produits « acier C.E.C.A. », une aide publique à la restructuration, sous certaines conditions. La déclaration confidentielle indique que cette période pourra éventuellement être prorogée de cinq ans au maximum.

Dans le cadre du dialogue politique et du troisième pilier du Traité de Maastricht, un membre demande

- de vertegenwoordiging van het koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie;
- de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen;
- het indienen van klachten bij internationale organisaties.

De associatieovereenkomsten behandelen niet de materie van de wapenleveringen. Het is wel zo dat de Tsjechische regering een openbaar verslag met betrekking tot de wapenproduktie en -handel heeft gepubliceerd.

Op de vraag naar de mogelijkheden tot investeringen in Tsjechië antwoordt de minister dat België de derde investeerder is in de Tsjechische Republiek, en pas de twaalfde in de Slowakse Republiek.

Tsjechië heeft slechts een werkloosheidsgraad van 4 à 4,5 pct. en kent een lage inflatie. Slowakije wordt bovendien met een vrij grote politieke instabiliteit geconfronteerd.

Een lid stelt vast dat het de economisch zwakkere groep, de economische minderheid in het voormalige Tsjechoslowakije is die zich in het avontuur van de boedelscheiding heeft gegooid.

De zware wapenindustrie die vooral in Slowakije was gevestigd, is volledig stilgevallen. Omschakeling van wapenproduktie naar produktie van tractoren lost niets op, vermits er als gevolg van de economische crisis geen afzet voor tractoren bestaat.

In verband met de nucleaire samenwerking is de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken van oordeel dat binnen het Phare-programma de kredieten voor nucleaire samenwerking niet meer zullen worden verhoogd. Men opteert nu eerder voor het reserveren van een bepaald percentage (15 pct.) van de hulp voor de financiering van grote infrastructuurwerken (spoor-, water- en verkeerswegen die op onze netten zouden aansluiten).

Voor de nucleaire samenwerking oriënteert men zich meer en meer op de leningsformules van Euratom.

Met betrekking tot de confidentiële verklaring opgenomen op de blz. 567 en 568 van de bijlagen bij het gedrukt stuk nr. 1155-1, antwoordt de minister dat artikel 8, lid 4, van het E.G.K.S.-Protocol aan de Tsjechische en ook aan de Slowakse Republiek toestaat om gedurende vijf jaar na de inwerkingtreding van de overeenkomst voor E.G.K.S.-produkten overheidssteun voor herstructurering te verlenen, onder bepaalde voorwaarden. De vertrouwelijke verklaring duidt de mogelijkheid van verlenging van de periode met nog eens maximaal vijf jaar aan.

In het kader van de politieke dialoog en de derde pijler van het Verdrag van Maastricht vraagt een lid

plus d'informations concernant l'éventuel accord conclu entre l'Union européenne et les Républiques tchèque et slovaque en matière de migration.

Le même membre croit comprendre que le statut général d'un «accord européen» est celui d'un accord juridique très vaste au niveau communautaire au sein duquel s'insèrent les différents programmes communautaires.

Cet accord européen conforte donc, notamment sur le plan économique, les relations déjà existantes.

Il est également clair que l'accord soumis pour approbation au Sénat est déjà dépassé par les discussions politiques qui sont menées actuellement.

Le membre se réfère entre autres aux différentes déclarations du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, concernant les possibilités d'adhésion à part entière des Poco à l'Union européenne à l'horizon de l'an 2000. Dans le cadre d'une politique à géométrie variable, certains proposent également des accords spécifiques selon des politiques déterminées.

La Commission européenne a d'ailleurs publié un rapport sur l'évaluation des relations politiques et économiques avec les Poco.

Comment le ministre envisage-t-il l'avenir de ces accords européens?

Le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères répond qu'en ce qui concerne la libre circulation des personnes, les problèmes spécifiques des Etats membres avec certains Etats de l'Europe centrale et orientale sont jusqu'à maintenant réglés au niveau bilatéral.

En ce qui concerne le troisième pilier, tout reste à faire. Un programme 1994 a été approuvé par le sommet. Les ministres de la Justice et de l'Intérieur des Etats membres de l'Union européenne doivent exécuter ce programme.

Les accords Europe ont limité d'une façon considérable les possibilités d'immigration vers la Communauté européenne.

Il n'y a que les cadres supérieurs qui peuvent obtenir un permis de séjour dans les douze Etats membres. Le statut des travailleurs de ces entreprises se règle jusqu'à maintenant au niveau bilatéral.

Le ministre déclare que la situation actuelle est très insuffisante.

En ce qui concerne le futur, le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères réaffirme que le sommet de Copenhague s'est engagé formellement sur un processus d'élargissement.

meer informatie betreffende een eventueel akkoord tussen de Europese Unie en de Republieken Tsjechië en Slowakije inzake migratie.

Het lid meent te begrijpen dat het algemeen statuut van een «Europa-overeenkomst» een zeer ruim juridisch akkoord is op communautair niveau waarbinnen verscheidene communautaire programma's passen.

Deze Europa-overeenkomst versterkt dus, met name op economisch vlak, de reeds bestaande betrekkingen.

Het is eveneens duidelijk dat de overeenkomst die aan de Senaat ter goedkeuring wordt voorgelegd, reeds achterhaald is door de politieke discussies die thans worden gevoerd.

Het lid verwijst onder andere naar de verscheidene verklaringen van de Voorzitter van de Europese Commissie, de heer Jacques Delors, betreffende de mogelijkheden voor de landen in Midden- en Oost-Europa (L.M.O.E.) om volwaardig lid te worden van de Europese Gemeenschap rond het jaar 2000. In het kader van een asymmetrische politiek, stellen sommigen ook specifieke akkoorden voor volgens welbepaalde beleidslijnen.

De Europese Commissie heeft trouwens een rapport gepubliceerd over de evaluatie van de politieke en economische betrekkingen met de landen in Midden- en Oost-Europa.

Hoe ziet de minister de toekomst van deze Europa-overeenkomsten?

De Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken antwoordt dat wat betreft het vrije verkeer van personen, de specifieke problemen van lidstaten met sommige Midden- en Oosteuropese landen tot dusver op bilateraal niveau worden geregeld.

Voor de derde pijler moet nog alles worden gedaan. De top heeft een programma voor 1994 goedgekeurd. De minister van Justitie en van Binnenlandse Zaken van de lidstaten van de Europese Unie moeten dat programma uitvoeren.

De Europa-overeenkomsten hebben de mogelijkheden van immigratie naar de Europese Gemeenschap zeer beknot.

Alleen nog de leden van het hoger kader kunnen een verblijfsvergunning krijgen in de twaalf lidstaten. Tot op heden wordt het statuut van de werknemers van die bedrijven bilateraal geregeld.

De minister wijst erop dat de huidige toestand zeer te wensen overlaat.

Wat de toekomst betreft, bevestigt de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken opnieuw dat de top van Copenhagen formeel beloofd heeft voor een verruimingsproces te zorgen.

Il s'agit d'un potentiel englobant les six pays Peco, les trois pays baltes, la Slovénie, Malte, Chypre et la Turquie.

La Belgique est d'avis que la Conférence intergouvernementale de 1996 devra avant tout régler certaines questions constitutionnelles. Le débat, en préparation de la Conférence intergouvernementale et déclenché depuis quelques jours après l'interview du Premier ministre français, M. Balladur, concernant la politique étrangère de son pays et suite à la note Schauble de la C.D.U./C.S.U., démarre trop tôt.

En effet, dans le cadre du traité de Maastricht, il avait été convenu que, dans une première phase, les institutions européennes (la Commission et le Parlement) feraient un rapport et fourniraient une contribution à la discussion.

On a en outre créé un groupe de travail informel, composé d'un représentant par Etat membre et de plusieurs représentants du Parlement européen. Ce groupe de travail doit remettre une analyse et une proposition avant la fin de 1995, à titre de préparation au sommet européen.

III. VOTE

Le projet de loi, qui comporte un article unique, a été adopté à l'unanimité des 17 membres présents.

*
* *

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le Rapporteur,
Nestor-H. PECRIAUX.

Le Président,
Herman DE CROO.

Het gaat om de zes landen in Midden- en Oost-Europa, de drie Baltische staten, Slovenië, Malta, Cyprus en Turkije.

Volgens ons land behoort de Intergouvernementele Conferentie van 1996 zich eerst over een aantal grondwettelijke vraagstukken te buigen. Het debat dat ter voorbereiding van de Conferentie moet worden gevoerd, werd enkele dagen geleden reeds ingezet na het interview met de Franse eerste minister, de heer Balladur, over het buitenlands beleid van Frankrijk en na de nota-Schauble van de C.D.U./C.S.U. Van dit debat kan worden gezegd dat het te vroeg komt.

In het kader van het Verdrag van Maastricht werd immers afgesproken dat in een eerste fase de Europese instellingen (de Commissie en het Parlement) een verslag zouden uitbrengen en een bijdrage tot de discussie zouden leveren.

Er werd bovendien een informele werkgroep opgericht bestaande uit een vertegenwoordiger per lidstaat en vertegenwoordigers van het Europees Parlement. Vóór het einde van 1995, ter voorbereiding van de Europese Top, moet de werkgroep een analyse en een voorstel voorleggen.

III. STEMMING

Het ontwerp van wet, dat een enig artikel bevat, wordt eenparig aangenomen door de 17 aanwezige leden.

*
* *

Vertrouwen wordt geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De Rapporteur,
Nestor-H. PECRIAUX.

De Voorzitter,
Herman DE CROO.